

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet JAVA APPLICATIONS PROF SERVICES		
Solicitation No. - N° de l'invitation 01B68-100049/A		Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 01B68-100049		Date 2013-02-05
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-609-25292		
File No. - N° de dossier 609el.01B68-100049		CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-25		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Josée Bastien		Buyer Id - Id de l'acheteur 609el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6770 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification numéro 002 est émise afin de répondre aux questions suivantes des fournisseurs:

QUESTION 1

À la page 66 de la DDP - O.3 Méthode de gestion de projets, stipule que le soumissionnaire doit décrire la méthode qu'il suivra pour vii. qualité technique. La couronne pourrait-elle fournir un explication détaillée de cette section étant donnée que ce n'est pas une composante normalement trouvé dans un plan de gestion de projet and nous aimerions nous assurer de répondre adéquatement pour cette section.

RÉPONSE 1

La qualité technique est une pratique de la qualité définie dans le '*Project Management Body of Knowledge (PMBOK)*'. Il est conçu pour surveiller la conformité aux spécifications et exigences à peu près de la même façon que la valeur acquise surveille le respect pour le coût et le calendrier. La mesure la qualité technique compare les réalisations en cours d'exécution du plan du projet et de la réalisation technique (c'est-à-dire où nous voulons être).

QUESTION 2

À la page 27 de la DP, on précise que les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ ou SECRET, tel que requis, en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (SCICI) de Travaux public et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Veuillez préciser le niveau de sécurité requis.

RÉPONSE 2

Tout le personnel de l'entrepreneur doit détenir une cote de FIABILITÉ, mais dans certains cas les ressources individuelles pourrais avoir besoin de détenir la cote de sécurité au niveau Secret selon les tâches ou activités associées à une AT. Le niveau de sécurité requis sera identifié dans chaque AT.

À L'article **7.5 Exigences relatives à la sécurité** de la DP est modifié comme suit :

Supprimer au complet.

Insérer :

Les exigence suivantes relatives à la sécurité (LVERS et clauses connexes), tel qu'indiqué à l'annexe A de l'arrangement en matière d'approvisionnement, s'appliquent au contrat.

EXIGENCES DE SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS CANADIENS :

DOSSIER de TPSGC numéro EN537-05IT01-SPICSG3

- (a) L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'AMA, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

- (b) Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉ/CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ ou SECRET**, tel que requis, en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSICI de TPSGC.
- (c) L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements PROTÉGÉ/CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respecte.
- (d) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSICI de TPSGC.
- (e) L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
- (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - (ii) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

QUESTION 3

Modification no. 1 (page 7) Réponse 9 répond au problème de la numération de O.1. seconde séries de i, ii, iii, mais Réponse 13 (page 11) renverse la numération au problème original de i, iii, iv, où ii est absent. Est-ce que le Canada pourrait confirmer que la Réponse 9 est exacte et que la section O.1 de la Réponse 13 devrait être supprimée.

RÉPONSE 3

La **PIÈCE JOINTE 1 - CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS** de la DP est modifiée comme suit :

Supprimer 1.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES au complet.

Insérer :

1.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES

Expérience et expertise du soumissionnaire		
Critère	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire
		Expérience démontrée (à remplir par le soumissionnaire)
O.1	Expérience de l'entreprise (projets cités en référence) Le soumissionnaire doit citer en référence trois (3) projets pour lesquels il a conclu un contrat de services professionnels au Canada relié au	

	<p>développement et à la maintenance de bout en bout d'une application d'entreprise sur la plate-forme J2EE, Entreprise Edition (version 1.3 ou ultérieure). De plus :</p> <p>i. La valeur totale minimale d'au moins un des trois contrats doit se chiffrer à 5 000 000 \$ CA;</p> <p>ii. Au moins un des trois contrats doit avoir été complété dans la région de la capitale nationale (RCN).</p> <p>Pour chaque projet cité en référence :</p> <p>i. La valeur du contrat de services professionnels doit totaliser au moins 2 000 000 \$ CA;</p> <p>ii. Le contrat doit avoir été exécuté au cours des sept dernières années ou être en vigueur depuis au moins 12 mois (à compter de la date de clôture de la DP);</p> <p>iii. Le contrat doit prévoir la fourniture de personnel appartenant à au moins quatre des six catégories ci-dessous (à l'un ou l'autre des niveaux précisés) ou exerçant des fonctions équivalentes :</p> <p>a) gestionnaire de projet;</p> <p>b) chef de projet;</p> <p>c) analyste des activités;</p> <p>d) architecte d'applications et de logiciels;</p> <p>e) programmeur ou développeur de logiciels;</p> <p>f) administrateur de bases de données.</p>	
O.2	<p>Représentant de l'entrepreneur</p> <p>Le soumissionnaire doit proposer une personne qui le représentera, travaillant dans la RCN, qui sera responsable de la gestion opérationnelle du contrat conclu et des rapports sur l'avancement des travaux.</p> <p>La ressource doit posséder au moins deux ans d'expérience confirmée à titre de seule personne-ressource chargée, au nom de l'entrepreneur, de gérer un contrat d'au moins 2 000 000 \$ CA ainsi</p>	

	que d'entretenir les relations d'affaires entre l'entrepreneur et le client.	
O.3	<p>Méthode de gestion de projet</p> <p>a) Le soumissionnaire doit nommer la méthode de gestion de projet qu'il propose d'utiliser pour administrer l'exécution de tous les travaux en vertu du contrat, conformément à l'article 4.2 de l'énoncé des travaux (EDT).</p> <p>b) Le soumissionnaire doit décrire la méthode qu'il suivra dans chacun des éléments suivants de la gestion de projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. risques, y compris le transfert des connaissances entre les membres du personnel de l'entrepreneur, en tout temps; ii. ressources humaines; iii. portée; iv. calendrier; v. communications; vi. conséquences organisationnelles; vii. qualité technique. 	
O.4	<p>Méthode de développement des applications et trousse d'outils</p> <p>a) Le soumissionnaire doit nommer et décrire sommairement la méthode formelle de développement des applications et les outils qu'il prévoit utiliser pour planifier, concevoir et développer les applications Java, conformément à l'article 4.3 de l'EDT.</p> <p>b) Le soumissionnaire doit proposer une méthode de développement des applications et des outils qui sont conformes au Processus unifié de Rational, ou qui peuvent y être adaptés. Il doit aussi démontrer comment la méthode de développement des applications et les outils sont conformes au Processus unifié de Rational ou comment ils peuvent y être adaptés.</p>	
O.5	<p>Plan de gestion de la qualité</p> <p>Le soumissionnaire doit décrire le plan de gestion de la qualité qu'il propose d'appliquer pour garantir la très grande</p>	

	qualité de tous les produits livrables à AAC en vertu du contrat, conformément à l'article 4.4 de l'EDT. Il est suggéré que le plan ne contienne pas plus de quatre pages.	
O.6	Plan de consignation des produits livrables Le soumissionnaire doit décrire le plan de consignation des produits livrables qu'il propose d'appliquer pour garantir que tous les produits livrables en vertu du contrat, y compris le code d'application, seront faciles à comprendre et à tenir à jour par AAC ou un entrepreneur subséquent, conformément à l'article 4.5 de l'EDT. Il est suggéré que le plan ne contienne pas plus de quatre pages.	

QUESTION 4

Pour soutenir l'investissement requis par les fournisseurs et pour développer et soumettre une présentation à la proposition, est-ce que la Couronne pourrait spécifier la valeur totale du contrat pour ce contrat ? Identifier une valeur contractuelle aiderait les soumissionnaires à obtenir les approbations et les investissements nécessaires pour développer et présenter une réponse de qualité dans le meilleur intérêt de la Couronne.

RÉPONSE 4

2.1 RÉSUMÉ DES TRAVAUX, stipule:

AAC demandera à l'entrepreneur, sur une base au fur et à mesure des besoins, par l'intermédiaire des autorisations de tâches (AT) approuvées, de lui fournir les services de professionnels qualifiés principalement dans la région de la capitale nationale (RCN). Ces professionnels aideront la Direction générale des systèmes d'information (DGSi) et les partenaires de portefeuille d'AAC (notamment l'ACIA) à exécuter des lots de travaux normalement associés à la planification, à la conception, le développement, la mise en place et le support des applications. Un grand nombre de ces lots seront des applications Java plus importantes ou plus complexes (c.a.d. approximativement \$2M - \$5M en effort de développement) qui aideront AAC à satisfaire ses exigences ministérielles, opérationnelles et en matière de programmes. AAC pourrait également demander à l'entrepreneur de gérer ou de soutenir ces applications par le biais d'AT distinctes. En outre, selon les résultats de l'exercice d'établissement de feuille de route, l'entrepreneur devra peut-être offrir des services de planification stratégique et de l'expertise quant à l'implémentation et à l'intégration d'autres outils et technologies. Il se peut aussi qu'il doive aider AAC et l'ACIA à concevoir et à mettre sur pied la nouvelle organisation intégrée. L'entrepreneur et AAC élaboreront de concert les lots de travaux des AT (consultez l'Appendice B de l'Annexe A, section 2 pour de plus amples informations).

QUESTION 5

La modification #1 (p. 8, 9) réponse 10 C.1.1 corrigée pour pointer vers la section de l'énoncé de travail 5, i, ii, etc.. Un certain nombre de ces sous-sections 5 font référence à AAC spécifiquement. Par exemple, C.1.1.d fait référence à 5. énoncé de travail iv, qui exige que le projet référé ont démontré :

d) offre d'aide à AAC pour obtenir les approbations de point de contrôle et de gouvernance de GI-TI d'AAC pour le développement de l'application;

Cela implique que les points seront attribués seulement si le projet de référence du soumissionnaire est un projet d'AAC. Aux fins de C.1, est-ce que le Canada changerait « AAC » pour « Client » dans la Section de l'énoncé des travaux section 5. En outre, s'il vous plaît confirmer que le temp du verbe soit considérée dans le passé étant donnée que la référence doit démontrer les tâches et activités qui sont achevées (et peut-être en cours).

RÉPONSE 5

La DDP demeure inchangée.

QUESTION 6

Est-ce que la couronne acceptera un soumissionnaire qui propose la même ressource pour deux (2) catégories?

RÉPONSE 6

Non. Il ne peut proposer la même ressource dans plus d'une catégorie.

QUESTION 7

Pièce jointe 1, Section 1.2 – s'il vous plaît confirmer que les détails de dégagement de sécurité pour les ressources demandées (O7 à O.12 inclus) doit être fournie dans la proposition du soumissionnaire.

RÉPONSE 7

Non.

QUESTION 8

L'annexe A, Section 5/exigence C.1.1/modification 1 Q & R #10 – dans les tâches énumérées à l'article 5 de l'énoncé des travaux, il y a différentes tâches où il y a une référence spécifique à AAC (5.iv.d), 5.v.g), 5.v.i), 5.vi.f)i., 5.vi.g) et 5.vi.h)). Il est supposé dans le contexte de la réponse aux exigences C.1.1, le client du projet en particulier devrait remplacer la mention spécifique « AAC » dans l'ÉT. S'il vous plaît confirmer.

RÉPONSE 8

5. TÂCHES ET ACTIVITÉS

Le personnel de l'entrepreneur devra préparer et exécuter diverses tâches et activités liées au cycle de vie du développement des applications ministérielles, opérationnelles et de programme d'AAC. Il le fera sur demande et selon des autorisations de tâches précises pour prêter main-forte à la DGSI et aux partenaires de portefeuille d'AAC. Ces tâches et activités, de même que leur calendrier, leur description et

leur format, seront définies dans chaque AT, et peuvent notamment englober les tâches et activités suivantes proposées en exemple.

i. **Planification et analyse :**

- a) planification stratégique;
- b) analyse préliminaire et formulation de recommandations;
- c) évaluation des technologies et des outils;
- d) élaboration d'analyses de rentabilisation;
- e) préparation de présentations au Conseil du Trésor (CT) pour approbation.

ii. **Lancement du projet :**

- a) rédaction de chartes, de plans de projet et des documents connexes;
- b) élaboration d'analyses de rentabilisation;
- c) analyse des options;
- d) compilation des exigences de haut niveau;
- e) validation de principe.

iii. **Planification du développement des applications :**

- a) compilation des exigences relatives à chaque application;
- b) élaboration de spécifications fonctionnelles et techniques de haut niveau à l'aide de la modélisation des processus opérationnels, d'analyses des cas d'utilisation, de séances de développement conjoint d'applications, d'énoncés des résultats, de schémas du déroulement des opérations, de modèles organisationnels et de prototypes de solutions;
- c) élaboration de normes de consignation pour le projet;
- d) élaboration d'un plan d'évaluation et d'atténuation des risques;
- e) élaboration d'une estimation des coûts de projet, d'un plan de travail, d'un calendrier et des documents connexes de haut niveau pour les étapes futures du projet;
- f) production de rapports d'étape sur le projet.

iv. **Conception des applications et des bases de données :**

- a) conception détaillée des fonctions et des éléments techniques;
- b) élaboration et consignation de l'architecture de système et du concept de l'application;
- c) élaboration et consignation du modèle logique de données;
- d) offre d'aide au client pour obtenir les approbations de point de contrôle et de gouvernance pour le développement de l'application;
- e) élaboration d'une estimation, d'un plan de travail et d'un calendrier détaillés pour la mise en œuvre du projet;
- f) détermination de tous les documents requis, incluant l'énoncé d'objectifs, la portée et la table des matières de chaque document ou manuel requis;
- g) élaboration de procédures de déploiement de l'application;
- h) mise à jour du plan d'évaluation et d'atténuation des risques;
- i) production de rapports d'étape sur le projet.

v. **Développement des applications :**

- a) développement du code source et des programmes opérationnels conformément aux exigences approuvées et à la documentation de conception;
- b) création de la base de données matérielle selon la conception;
- c) développement du langage SQL approprié à la conception de la base de données matérielle;
- d) essai unitaire de l'application et correction des écarts;
- e) appui aux activités de mise à l'essai décrites ci-après en corrigeant les écarts signalés par l'équipe de mise à l'essai du système;

-
- f) préparation du code source et des fichiers exécutables de l'application en vue de la production;
 - g) développement de l'application et intégration à l'environnement;
 - h) préparation de tous les documents et manuels requis;
 - i) formation et transfert de connaissances pour le personnel interne;
 - j) mise à jour du plan d'évaluation et d'atténuation des risques;
 - k) production de rapports d'étape sur le projet.
- vi. Essais :**
- a) formulation des produits livrables du plan directeur d'essai et du plan d'essai du système;
 - b) élaboration des jeux d'essai à partir des produits livrables du plan d'essai;
 - c) exécution et tenue à jour des jeux d'essai;
 - d) repérage et signalement des écarts et aide aux développeurs dans le repérage des problèmes, le cas échéant;
 - e) consignation de l'ensemble des écarts et des solutions;
 - f) soutien des infrastructures et des environnements de développement et d'essai :
 - i. configuration et soutien du logiciel de développement fourni par le client sur les serveurs d'essai d'intégration et de système;
 - ii. configuration et soutien des outils de poste de travail de développeur utilisés par l'équipe de développement des applications;
 - iii. soutien des serveurs d'applications d'essai d'intégration et de système.
 - g) aide pour les essais d'acceptation par l'utilisateur du client;
 - h) aide au déploiement de l'application par le client dans les environnements de production et d'essai d'acceptation par l'utilisateur;
- vii. Amélioration, maintenance et soutien des applications:**
- a) élaboration d'une estimation des coûts, d'un plan de mise en production et d'amélioration, et d'un calendrier de maintenance régulière de l'application;
 - b) exécution des changements requis pour améliorer la fonctionnalité de l'application;
 - c) mise en œuvre de solutions à des problèmes d'application;
 - d) mise à jour du plan d'évaluation et d'atténuation des risques; and
 - e) production de rapports d'étape sur le projet.
- viii. Activités de transition:**
- a) Élaboration d'un plan de transition pour examen et approbation, y compris:
 - i. Rôles et responsabilités;
 - ii. Tâches nécessaires à la transition;
 - iii. Exigences de transfert de connaissances et le plan de formation;
 - iv. Documentation nécessaire, et
 - v. Jalons et échéances.
 - b) Effectuer la transition des activités identifiées dans le plan de transition approuvé.

QUESTION 9

Exigence coté C.1.3 b) - l'exigence spécifie l'intégration avec des outils d'informatique décisionnelle IBM ou Cognos en utilisant des clés de données sécurisées. Cette exigence semble être plus pertinente pour des compétences/expériences pour une ressource de projet ; alors, il est demandé que l'exigence soient retirée des exigences de l'entreprise.

RÉPONSE 9

À la **PIÈCE JOINT 1, CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS**, de la DDP, modifier tel quel:

Supprimer C.1.3 Intégration des applications, dans son entier.

Insérer:

C.1.3	<p>Intégration des applications</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il était responsable de l'intégration de l'application d'entreprise citée en référence à l'un des systèmes commerciaux suivants (le cas échéant, préciser):</p> <ul style="list-style-type: none"> a) intégration à des applications d'entreprise PGI comme SAP ou PeopleSoft en utilisant des API (p. ex., BAPI, RFC, une AOS, RMI ou JMS); b) Intégré avec les outils d'un tier 'Business Intelligence' utilisant des interfaces de logiciel (c.-à-d., API, services Web, les Kits de développement logiciel) ; et c) Intégré avec les services d'authentification d'un tier [c'est-à-dire gouvernement du Canada Secure Channel, Kerberos, Security Assertion Markup Language (SAML)]. 	40	<p>Un maximum de 40points sera accordé au soumissionnaire comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 12points pour chaque exigence satisfaite, de a) à c); et ▪ 4points supplémentaires si les 3 exigences, de a) à c), sont satisfaites.
--------------	---	-----------	---

QUESTION 10

L'exigence coté C1.3 c) – intégration à la voie de communication sécurisée du gouvernement du Canada. La voie de communication protégée et le processus d'ePass évolue et de nombreux ministères du gouvernement du Canada ont choisi de ne pas utiliser la voie de sécurisée du gouvernement du Canada; favorisant les services d'authentification à coût inférieur. Ainsi, de nombreux projets d'application 'end-to-end' du GC ne respecterait pas cette obligation, limitant ainsi les capacités des soumissionnaires pour satisfaire à l'exigence. Par conséquent, il est demandé que l'exigence soit retiré.

RÉPONSE 10

La DDP a été modifiée. Voir réponse #9.

QUESTION 11

Exigences C.2, C.3, C.4, C.5 « Les outils et les Technologies » – les méthodologies envisagées dans les exigences cotées notés devra être évaluées de la façon dans laquelle le soumissionnaire a livré avec succès le projet, et l'ajout de l'exigence de « Outils et Technologies » attribuera des points aux soumissionnaires sur l'utilisation de technologies ou d'outils au sein du projet. Cela supprime l'accent sur les méthodologies et déplace le focus vers l'environnement du projet technique. Nous demandons respectueusement que cette exigence soit retiré.

RÉPONSE 11

La DDP demeure inchangée.

QUESTION 12

L'exigence obligatoire O.6 – l'exigence fait référence à l'article 4.5 de l'énoncé des travaux ; au point iii) de l'article 4.5, déclare que le produit livrable du plan de la documentation doit être finalisé dans les 10 jours à partir de la date initiale du contrat. Il est entendu que les tâches spécifiques à accomplir en vertu du contrat seront identifiées dans l'AT spécifiquement, comme tel, il est entendu que le plan de la documentation produit livrable demandé à O6 et à l'article 4.5 de l'énoncé des travaux est de documenter la méthodologie/approche qui sera utilisé pour identifier et documenter les produits livrables du projet des livrables en général et non aux livrables spécifiques qui seront définis par le processus de TA. S'il vous plaît confirmer cette compréhension.

RÉPONSE 12

Oui.

QUESTION 13

a) en raison de nombreuses exigences et des détails nécessaires pour répondre, nous demandons respectueusement et prolongation de la date de clôture de l'appel d'offres.

b) afin de produire la meilleure réponse à cette demande de propositions pour l'AAC, nous demandons respectueusement une prolongation de 2 semaines à cette demande de propositions - un ajustement de la date de clôture au 1er mars 2013.

RÉPONSE 13

à la Page 1 de la demande de proposition, modifier tel quel:

Supprimer Solicitation Closes - L'invitation prend fin

at - à 02:00 PM
on - le 2013-02-15

Insérer:

Solicitation Closes - L'invitation prend fin

at - à 02:00 PM
on - le 2013-03-25

QUESTION 14

L'exigence de O7, O8, O9 et O11 dit "Pour être jugé recevable, chaque projet doit avoir été exécuté au cours des sept dernières années. La ressource doit avoir travaillé à temps plein au projet pendant au moins six mois. C'est notre observation, que la Couronne limitera l'accès à des ressources précieuses qui ont une expertise à toute la gamme des technologies incluses dans le portefeuille des application de l'AAC et l'ACIA si le minimum de 6 mois travaillé par la ressource sur le projet est dans les 7 dernières années.

Est-il acceptable que la ressource travaille sur ce projet pendant au moins 6 mois et pas que l'ensemble de la période a été au cours des 7 dernières années ?

RÉPONSE 14

À la **PIÈCE JOINTE 1 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS, 1.2 CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES DES RESSOURCES** de la DDP, modifier tel quel:

Supprimer O.7 GESTIONNAIRE DE PROJET - J2EE DE NIVEAU 3, dans son entier.

Insérer: O.7 GESTIONNAIRE DE PROJET - J2EE, NIVEAU 3

Expérience et expertise du Gestionnaire de projet - J2EE de niveau 3		
Nom de la ressource proposée:		
Critère	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire
		Expérience démontrée (Données introduites ici par le soumissionnaire)
O.7.1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà affecté la ressource à au moins un contrat dans la RCN. Au total, la ressource doit avoir travaillé au moins six mois dans le cadre des contrats en question au sein de la même catégorie.	
O.7.2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource a acquis de l'expérience comme gestionnaire de projet dans au moins deux (2) projets. La ressource doit avoir été responsable d'un portefeuille de projets et avoir surveillé les activités de plusieurs autres gestionnaires ou chefs de projet, chacun étant chargé d'un projet du portefeuille et de l'équipe de ce projet. Pour que l'expérience soit jugée recevable, la ressource doit avoir	

	travaillé sur le projet cité pendant au moins 6 mois et ce six mois doit avoir été dans le dernier 7 ans de la date limite de la DDP.	
O.7.3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource a acquis de l'expérience comme gestionnaire de projet dans au moins deux (2) projets de développement d'applications Web de bout en bout sur la version 1.3 ou une version ultérieure de la plate-forme J2EE.</p> <p>Pour que l'expérience soit jugée recevable, la ressource doit avoir travaillé sur le projet cité pendant au moins 6 mois et ce six mois doit avoir été dans le dernier 7 ans de la date limite de la DDP.</p>	

O.8 CHEF DE PROJET, NIVEAU 3

Expérience et expertise du Chef de projet de niveau 3		
Nom de la ressource proposée:		
Critère	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire
		Expérience démontrée (Données introduites ici par le soumissionnaire)
O.8.1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà affecté la ressource à au moins un contrat dans la RCN. Au total, la ressource doit avoir travaillé au moins six mois dans le cadre des contrats en question au sein de la même catégorie.	
O.8.2	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource a acquis de l'expérience comme chef de projet dans au moins deux (2) projets de développement d'applications Web sur la version 1.3 ou une version ultérieure de la plate-forme J2EE.</p> <p>Pour que l'expérience soit jugée recevable, la ressource doit avoir travaillé sur le projet cité pendant au moins 6 mois et ce six mois doit avoir été dans le dernier 7 ans de la date limite de la DDP.</p>	

O.9 ANALYSTE DES ACTIVITÉS, NIVEAU 3

Expérience et expertise de l'Analyste des activités de niveau 3**Nom de la ressource proposée:**

Critère	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire
		Expérience démontrée (Données introduites ici par le soumissionnaire)
O.9.1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà affecté la ressource à au moins un contrat dans la RCN. Au total, la ressource doit avoir travaillé au moins six (6) mois dans le cadre des contrats en question au sein de la même catégorie.	
O.9.2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource a acquis de l'expérience comme analyste des activités dans au moins deux (2) projets de développement d'applications Web. Pour que l'expérience soit jugée recevable, la ressource doit avoir travaillé sur le projet cité pendant au moins 6 mois et ce six mois doit avoir été dans le dernier 7 ans de la date limite de la DDP.	

O.11 PROGRAMMEUR / RÉALISATEUR DE LOGICIEL, NIVEAU 3**Expérience et expertise du Programmeur / réalisateur de logiciel de niveau 3****Nom de la ressource proposée:**

Critère	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire
		Expérience démontrée (Données introduites ici par le soumissionnaire)
O.11.1	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà affecté la ressource à au moins un contrat dans la RCN. Au total, la ressource doit avoir travaillé au moins six (6) mois dans le cadre des contrats en question au sein de la même catégorie.	
O.11.2	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource a acquis au moins trois (3) ans d'expérience comme programmeur ou développeur de logiciels au cours des sept (7) dernières années. Ses tâches devaient consister à développer des applications sur la version 1.3 ou une version ultérieure de la plate-forme J2EE.	

O.11.3	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource a acquis de l'expérience comme chef d'une équipe de développement dans au moins deux (2) projets. L'équipe doit avoir utilisé des outils de développement d'applications Java avec des bases de données Oracle pour le développement, l'implémentation et la mise à l'essai d'applications d'entreprise sur la plate-forme J2EE.</p> <p>Pour que l'expérience soit jugée recevable, la ressource doit avoir travaillé sur le projet cité pendant au moins 6 mois et ce six mois doit avoir été dans le dernier 7 ans de la date limite de la DDP.</p>	
---------------	---	--

QUESTION 15

C.1.1 a)Énoncé des travaux 5.i Planification et analyse: (3 de 5) octroie des points pour 'e) préparation de présentations au Conseil du Trésor (CT) pour approbation.'

Cela implique que tous les projets doivent être des projets du gouvernement du Canada pour un ministère qui obtient le financement par l'entremise du Conseil du Trésor. Plusieurs sociétés d'État, les agences de gouvernement du Canada (CBC, arc, ASFC, CPC, etc) et toutes les sociétés commerciales ne créent pas de soumissions pour le Conseil du Trésor. C'est clairement très restrictive.

Est-ce que le Canada réviserait le libellé à « e) préparation des présentations au Conseil du Trésor ou de l'organisme d'agrément de financement le plus élevé au sein de l'organisation (Conseil de gestion, le Conseil d'administration, etc.,) pour l'approbation. »

RÉPONSE 15

La DDP demeure inchangée.

QUESTION 16

C1.2. b) cadre d'applications **Axis2 (Apache)** pour la mise en œuvre des services Web;

Est-ce que le Canada accepterait Apache CXF comme un cadre équivalent pour implémenter des services web car ils sont tous deux couverts par la même licence Apache 2.0 et sont deux cadres de mise en oeuvre de services web ?

RÉPONSE 16

La DDP demeure inchangée.

QUESTION 17

L'exigence coté C.4.1 ii. – L'exigence stipule que pour que le projet soit considéré, il doit avoir été effectué dans les cinq dernières années, ou s'il n'a pas été complété, que le contrat doit avoir été en place pendant au moins dix-huit mois. Toutes les autres exigences cotées exigent que le projet doit avoir complété depuis sept ans, ou si il n'est pas terminé, que le contrat soit en place pour un minimum de douze mois. Par conséquent, il est demandé que l'exigence de C.4.1 ii. soit modifiée pour s'aligner avec les autres exigences du projet et qui, pour se qualifier, le projet doit avoir complété depuis sept ans, ou si il n'est pas terminé, que le contrat soit en place pour un minimum de douze mois.

RÉPONSE 17

À la **PIÈCE JOINTE 1, CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS, 2. EXIGENCES COTÉS**

Supprimer, C.4 PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ, dans son entier.

Insérer: C.4 PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ

PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ			
No.	Critère cotée	Points Max	Réponse du soumissionnaire Experience confirmée (Données introduites ici par le soumissionnaire)
C.4.1	<p>Le soumissionnaire doit citer en référence un projet dans lequel il a utilisé le plan de gestion de la qualité qu'il propose en réponse au critère d'évaluation O5 pour gérer la qualité et la fonctionnalité de l'application.</p> <p>Pour être jugé recevable, le projet cité en référence <u>doit</u> :</p> <p>i. avoir été un projet de développement d'une application Java; et</p> <p>ii. avoir été exécuté au cours des sept (7) dernières années. Si le projet n'est pas terminé, le contrat doit être en vigueur depuis au moins 12 mois;</p>	10	<p>Utilisation démontrée du plan proposé de gestion de la qualité</p> <p>10 points : Le soumissionnaire a démontré que le plan de gestion de la qualité proposé (décrit en réponse à O-5) a été appliquée pour le projet référencé.</p>
		10	<p>Portée du projet</p> <p>•10 points : le projet portait sur le développement d'une application Web sur la plate-forme J2EE (version 1.3 ou ultérieure); ou</p> <p>•5 points : le projet portait sur le développement d'une application Web.</p>
		10	<p>Envergure du projet</p> <p>•10 points : le développement de bout en bout de l'application a coûté au moins 5 000 000 \$ CA; ou</p>

PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ			
			Réponse du soumissionnaire
No.	Critère cotée	Points Max	Expérience confirmée (Données introduites ici par le soumissionnaire)
			a) Nom de l'organisation b) Nom et adresse de courriel ou numéro de téléphone de la personne-ressource de la direction
			▪5 points : le développement de bout en bout de l'application a coûté au moins 2 000 000 \$ CA.
		10	Complexité du projet 10 points : le projet concernait le développement de bout en bout d'un cadre d'architecture orientée services sur la plate-forme J2EE (version 1.3 ou ultérieure).
		10	Outils et technologies : la similitude des outils et des technologies utilisés dans le cadre du projet sera évaluée en fonction des outils et des technologies suivants : i.base de données principale Oracle (version 9i ou ultérieure); ii.Processus unifié de Rational comme cadre itratif de dveloppement de logiciels ; ; iii.Spring MVC comme cadre Web; iv.Hibernate comme cadre de persistance; et v.Spring comme cadre d'inversion de contrôle. Les points seront attribués de la façon suivante : ▪10 points : les 5 outils et technologies ont été utilisés; ou ▪6 points : 4 des 5 outils et technologies ont été utilisés.
NOMBRE DE POINTS MAXIMAL		50	
NOMBRE DE POINTS ATTEINTS			

QUESTION 18

L'information dans MERX indique que 'Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Cependant la section 2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission déclare '(a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions.

RÉPONSE 18

L'information dans MERX a été modifiée.

QUESTION 19

Malgré les besoins en ressources additionnelles, l'AAC peut rencontrer, au cours des 2 prochaines années, en dehors des 51 catégories énumérées dans la présente DDP, est-ce que la Couronne pourrait s'il vous plaît confirmer qu'à l'attribution du contrat en réponse à la présente DDP sous SPIFS, AAC fera l'acquisition de ressources dans RCN dans 51 catégories énumérées pour un minimum de deux ans uniquement au fournisseur à qui le contrat est octroyé. Pour être clair, seulement les commandes SPIFS (c.-à-d. axée sur les solutions et pas SPICT axée sur la tâche DP/call-ups) seront livrées à ces 51 catégories RCN pendant un minimum de deux ans et potentiellement 4 années d'option.

RÉPONSE 19

Non. Comme indiqué dans l'énoncé des travaux, annexe A, section 2.1: « il est prévu que l'AAC continuera de développer des applications internes à l'aide du personnel d'AAC en plus de contrats additionnels par le biais de divers véhicules d'attributions de contrats. Il sera à la discrétion d'AAC de déterminer quels projets de développement d'applications et les activités seront entreprises par l'entrepreneur.

QUESTION 20

a) C.1.2.k) **JIRA (Atlassian)** comme système de suivi des bogues et des problèmes.

Étant donné que les ressources de l'entrepreneur ne seraient que les utilisateurs du système de suivi des bogues et ne fourniraient pas de soutien ou une expertise sur le système, et que le traqueur de bug est la périphérie de l'objectif principal de l'ouvrage, est-ce que le Canada accepterait d'autres systèmes COTS couramment utilisés, comme Bugzilla, HP Quality Center, IBM Rational Clear Quest, Microsoft Dynamics CRM, iSupport, etc., en tant qu'équivalences?

b) C1.2. b) cadre d'applications **Axis2 (Apache)** pour la mise en œuvre des services Web;

Est-ce que le Canada accepterait Apache CXF comme un cadre équivalent pour implémenter des services web car ils sont tous deux couverts par la même licence Apache 2.0 et est les deux cadres de mise en œuvre de services web ?

ANSWER 20

À la **PIÈCE JOINTE 1, CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS , 2. EXIGENCES COTÉES, C-1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (PROJETS CITÉS EN RÉFÉRENCE)**

Supprimer C.1.2, dans son entier.

Insérer:

C.1.2	<p>2. Outils et technologies</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a utilisé au moins un des outils ou une des technologies et des méthodes ci-dessous pour développer l'application d'entreprise Java citée en référence:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fonctions de gestion du flux des travaux ou des processus opérationnels en se servant d'un logiciel commercial ou libre assorti de normes ouvertes (comme BPMN ou WS-BPEL); b) Mise en oeuvre de services web avec les 'frameworks open source' qui utilisent les standards ouverts (JAX-WS, JAX-RS) ; c) Oracle (version 10i ou ultérieure) pour le stockage des données persistantes; d) outils de modélisation qui prévalent sur le marché et qui utilisent le langage de modélisation UML, la production de diagrammes et de code ou l'ingénierie aller-retour (p. ex., Rational Software Architect, Sparx Enterprise Architect, outils UML basés sur Eclipse comme Eclipse UML2, MyEclipse UML ou Apollo pour Eclipse, No Magic MagicDraw, Gentleware Poseidon pour le langage UML); e) outil automatisé d'essai comme Rational ou Selenium pour soutenir la mise à l'essai de l'application; f) outils automatisés de développement d'applications Java comme 	30	<p>Un maximum de 30points sera accordé au soumissionnaire comme suit:</p> <p>3points pour chaque exigence satisfaite, de a) à k), jusqu'à un maximum de 30points.</p>
--------------	--	-----------	--

	<p>Ant (Apache) ou Maven (Apache);</p> <p>g) Eclipse ou outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) comme environnement de développement intégré;</p> <p>h) technologies d'intégration basées sur les normes ouvertes SOAP ou REST;</p> <p>i) méthode itérative et progressive de développement d'applications basée sur le processus unifié de développement logiciel;</p> <p>j) Subversion (SVN) comme système de contrôle de version du code source;</p> <p>k) Système de suivi des bogues et des problèmes (comme JIRA (Atlassian)).</p>		
--	--	--	--

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES